



SERGE SAVASTA OMNES CAPITAL

Actifs sous gestion d'Omnes Infrastructure :
700 M€

Axes d'investissement : Transition énergétique
(EnR et immobilier HPE)

Serge Savasta est Associé Gérant de l'activité Infrastructure et membre du comité de Direction d'Omnes Capital. Alors qu'il vient de lancer un nouveau véhicule d'investissement dédié à la construction de bâtiments durables, l'investisseur insiste sur l'importance prise par les aspects ESG dans les choix d'allocations effectués par les institutionnels para-publics comme la Banque Européenne d'Investissement ou la Caisse des Dépôts et Consignations.



précis comme le nombre d'emplois directs ou indirects créés ou encore l'empreinte carbone de nos projets.

Cette communication ciblée en direction des institutionnels prend donc tout son sens, en particulier pour les investisseurs para-publics comme la BEI qui représentent jusqu'à 30% de notre base de souscripteurs, ou pour des investisseurs pionniers dans les ESG comme SWEN. Leurs attentes sont très fortes.

Nos clients privés de taille plus modeste y sont également sensibles, même s'ils ne formulent pas pour autant de demandes spécifiques en ESG.

MdA : Pour Omnes Capital dans son ensemble, comment s'organise votre reporting ?

S.S : En fait, notre remontée d'informations ESG s'effectue à trois niveaux : un reporting ESG général, un reporting intégrant des éléments ESG pour chaque véhicule d'investissement et enfin au travers d'un reporting spécifique pour certains clients qui traite notamment des questions ESG.

Mais de tous nos souscripteurs, la BEI est sans doute le plus exigeant en matière d'ESG car elle concentre les meilleures pratiques européennes sur le sujet. Ses équipes ont d'ailleurs prévu de venir faire un premier audit in situ d'ici à fin 2016 afin de se rendre

compte par elles-mêmes du travail effectué au sein de chacune de nos participations.

MdA : Vous investissez avant tout dans des actifs réels a priori moins consommateurs en main d'œuvre que d'autres segments du non coté. Cela signifie-t-il que les aspects sociaux ont relativement moins d'importance au sein de vos initiatives ESG ?

S.S : La protection de l'environnement prend naturellement un relief particulier au sein de nos initiatives. Mais le social fait également partie de nos préoccupations. Nous essayons par exemple d'accompagner l'internationalisation ou l'intégration verticale des entreprises de notre portefeuille, ce qui conduit à créer des emplois. Chez Valorem par exemple, un opérateur d'énergies vertes, les effectifs sont passés de 30 personnes en 2007 à 150 en 2016.

Lorsque nous investissons en minoritaire, nous avons également pour habitude de laisser le contrôle de la société au management, considérant que cela va dans le sens de la création de valeur sur le long terme. Il est en effet important que les actifs conservent un ancrage local, y compris au niveau de l'équipe de direction.

MdA : En France sans doute plus encore qu'ailleurs en Europe, le lancement de projets Greenfield dans les énergies renouvelables est soumis à de multiples autorisations administratives. Cela signifie-t-il, pour un investisseur comme Omnes, que vos investissements sont déjà soumis à de nombreuses contraintes visant à satisfaire l'intérêt général ?

S.S : La réglementation française est en effet très exigeante, mais l'essentiel des pratiques ESG mises en place au niveau de nos participations procèdent en fait de nos propres choix. Sur le court terme, cela peut coûter à pre-

mière vue quelques points de TRI mais ce sont des dépenses que nous amortissons largement au moment de la cession : ces initiatives permettent de sécuriser l'investissement sur la durée en suscitant l'adhésion des acteurs locaux.

J'ajouterais qu'Omnes Capital a toujours intégré les aspects réglementaires à sa thèse d'investissement, comme récemment avec le lancement de notre fonds dédié à la construction de bâtiments durables qui devance la réglementation thermique applicable en privilégiant des constructions à faible empreinte carbone. D'un point de vue ESG, nous sommes ainsi en position d'anticiper certains points que nos investisseurs ne soulèveront que dans quelques années.

MdA : Les dirigeants d'entreprise expliquent souvent que l'ESG est le produit d'une construction avec leurs investisseurs. Certaines initiatives menées au sein de vos participations vous ont-elles marqué ?

S.S : Il y a quelques années, le dirigeant de l'une de nos participations a eu l'idée de mettre en place un plan d'épargne pour ses salariés sous la forme d'un investissement en obligations convertibles dans un parc éolien de l'entreprise. C'est une formule de redistribution de la création de valeur très intelligente que nous avons ensuite proposée à d'autres participations.

MdA : Certains acteurs plaident pour des outils de reporting uniformisés en matière d'ESG. Qu'en pensez-vous ?

S.S : Une convergence des outils utilisés pour faire remonter les informations serait en effet bénéfique pour l'industrie. Mais je crois surtout qu'il convient de se concentrer sur des exemples concrets en utilisant des critères simples, faciles d'appréhension. L'ESG ne doit pas devenir un sujet trop technique. ■



La BEI nous demande des informations sur le nombre d'emplois directs ou indirects créés et l'empreinte carbone de nos projets



Serge Savasta
Omnes Capital

MdA : Quel est l'historique des initiatives ESG menées par Omnes Capital ?

Serge Savasta : Nous avons toujours mené une politique active en matière d'ESG mais la prise de conscience sur les aspects de communication remonte en fait à 2013. Depuis, nous avons mis en place un reporting ESG au niveau de la société de gestion et nommé un responsable ESG et un correspondant dédié au sein de chacune de nos équipes d'investissement : Capital Développement et Transmission, Capital Risque, Infrastructure et Co-Investissement. Cette politique ESG se matérialise également durant la phase de pré-acquisition pas des due diligence ESG, puis au cours de l'investissement par le suivi d'indicateurs spécifiques au sein des participations. En Infrastructure, nous suivons par exemple les mesures compensatoires liées aux études d'impact environnemental de nos investissements greenfield.

MdA : La dernière édition des ESG Best Practices Honors a montré que les fonds d'infrastructure n'avaient pris conscience de l'importance d'une communi-

tion dédiée en matière extra-financière qu'assez récemment. Ce phénomène s'est-il vérifié chez Omnes Capital ?

S.S : Notre équipe Infrastructure, il est vrai, avait paradoxalement accordé peu d'importance à la communication sur cette thématique. La raison en était assez simple : en tant que spécialiste de l'investissement dans les Energies Renouvelables et la transition énergétique, nous considérions être par nature en avance sur ces questions. Jusqu'à ce que nos réalisations ne soient pas assez connues, ce qui nous a conduit à communiquer de manière plus pro-active.

MdA : C'est à dire ?

S.S : Nous avons mis en place une communication spécifique en matière d'ESG à destination des institutionnels qui a fait preuve de son utilité lors de la levée de notre véhicule Capenergie 3 pour lequel la Banque Européenne d'Investissement (BEI) s'est engagée dans le cadre du plan Juncker. Depuis, la BEI nous demande des informations sur des aspects bien